

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

NIGERIA : DES JIHADISTES
ATTAQUENT DES RIVAUX
DÉTENUS DANS UN CAMP

Des jihadistes de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) ont attaqué dans le nord-est du Nigeria un camp abritant des combattants rivaux du groupe Boko Haram qui étaient détenus après s'être rendus, a-t-on appris dimanche auprès de l'armée. L'attaque samedi dans l'Etat de Borno survient après la reddition de plusieurs centaines de militants de Boko Haram et leurs familles au cours des derniers mois, à la suite de la mort de leur chef en mai. L'armée a indiqué dans un communiqué que les troupes avaient réussi à repousser les combattants de l'Is wap qui tentaient d'attaquer le camp, sans chiffrer le nombre de victimes.

LYBIE : L'OPÉRATION
POLICIÈRE CIBLANT DES
MIGRANTS FAIT UN MORT
ET QUINZE BLESSÉS

L'opération "anti-drogue" menée vendredi et samedi par les autorités libyennes dans un faubourg pauvre de la capitale Tripoli, qui a ciblé principalement des migrants en situation irrégulière, a fait un mort et au moins quinze blessés, selon l'ONU. "Un migrant a été tué et au moins 15 autres ont été blessés, dont six grièvement", lors de "descentes" menées par les forces de sécurité dans "des maisons et des abris provisoires de fortune à Gargaresh, une zone de Tripoli fortement peuplée de migrants et de demandeurs d'asile", souligne la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) dans un communiqué.

KOWEÏT : DÉBUT DE
RETRAIT "TRÈS MODESTE"
DES MERCENAIRES DE
LYBIE

La ministre libyenne des Affaires étrangères Najla al-Mangoush a annoncé dimanche un début de retrait "très modeste" des combattants étrangers présents en Libye, pays qui tente de s'extraire d'une décennie de violences et de divisions. "La nouvelle est vraie... C'est un début très modeste... et nous visons le départ d'un plus grand nombre", a déclaré Mme al-Mangoush au cours d'une conférence de presse au Koweït. La cheffe de la diplomatie libyenne n'a pas précisé combien de mercenaires avaient quitté la Libye, ni la date du début de leur retrait.

Pourquoi de nouvelles
turbulences entre Alger et Paris?JMN (sourceAFP)
XX

Les relations entre Paris et Alger sont entrées dans une nouvelle zone de turbulences avec le rappel samedi de l'ambassadeur algérien à Paris. Pourquoi de telles tensions entre deux pays qui doivent bientôt commémorer les 60 ans de la fin de la guerre d'Algérie et son indépendance?

Alger a justifié le "rappel immédiat pour consultation" de son ambassadeur à Paris Mohamed Antar-Daoud par "une situation particulièrement inadmissible engendrée par (les) propos irresponsables" d'Emmanuel Macron. Dans le collimateur, des "propos non démentis" du président français, retranscrits par Le Monde dans un article samedi. Le journal relate une rencontre deux jours plus tôt entre M. Macron et une vingtaine de jeunes descendants de protagonistes de la Guerre d'Algérie (1954-1962). M. Macron a déclaré qu'après son indépendance en 1962, l'Algérie s'est construite sur "une rente mémorielle", entretenue par "le système politico-militaire". Il a critiqué aussi "une histoire officielle totalement réécrite" par Alger qui "ne s'appuie pas sur des vérités" mais sur "un discours qui repose sur une haine de la France".

M. Macron a en outre évoqué la forte réduction des visas pour les Algériens, Marocains et Tunisiens, décidée mardi par Paris, qui avait valu à l'ambassadeur français à Alger une convocation pour "protestation" des autorités algériennes.

Cette réduction des visas ne vise pas les étudiants ni les milieux d'affaires mais "les gens qui sont dans le milieu dirigeant", selon M. Macron.

Autre motif d'irritation pour Alger, selon les médias locaux: quand M. Macron décrit le président algérien Abdelmadjid Tebboune comme "pris dans un système très dur" puis ironise sur la façon dont l'Algérie présente, selon lui, les Français comme "les seuls colonisateurs", oubliant la domination ottomane entre le



Les propos d'Emmanuel Macron à l'origine de la tension entre Paris et Alger.

XVIe et XVIIIe siècles. Les relations bilatérales ont connu d'autres pics de tension plus récents: en mai 2020, l'ambassadeur algérien à Paris, alors Salah Lebdioui, avait été rappelé

après la diffusion d'un documentaire par deux chaînes publiques françaises sur les manifestations massives du mouvement pro-démocratie appelé Hirak. En avril 2021, le Premier ministre

français Jean Castex a annulé au dernier moment une visite, à la demande d'Alger, mécontente, selon des sources informées de l'AFP, d'une délégation trop petite à leur goût.

Tunisie : démonstration de force de plus
de 5000 partisans du président Saïed

Les partisans du président tunisien manifestant dans la rue.

AFP/Tunis
XX

Aux cris de "Nous sommes tous Kais Saïed!", plus de 5.000 partisans du président tunisien sont descendus dimanche dans la rue pour appuyer son coup de force par lequel il s'est arrogé les pleins pouvoirs en disant vouloir "sauver" la Tunisie.

A Tunis, les manifestants, chiffrés selon des observateurs à environ 3000, se sont rassemblés sur l'avenue Bourguiba, l'artère prin-

cipale du centre de la capitale. Brandissant des drapeaux nationaux et des portraits de Kais Saïed, ils ont scandé "Le peuple veut la dissolution du Parlement", "Nous sommes tous Kais Saïed, Nous sommes tous la Tunisie", ont constaté des journalistes de l'AFP.

Selon des médias locaux, un millier de personnes ont défilé dans la grande ville industrielle de Sfax (centre-est) et autant dans la cité balnéaire de Sousse (centre-est). Les pro-Saïed ont aussi manifesté par centaines à

Tataouine, ville proche des sites pétroliers, et par dizaines à Kairouan (centre) et Gabès (sud).

"Saïed veut instaurer des réformes et nous l'appuyons", a déclaré à l'AFP Noura ben Fadhel, une fonctionnaire d'une quarantaine d'années active dans des ONG.

Déployées en grand nombre sur l'avenue Bourguiba, les forces de sécurité ont formé une protection autour des manifestants rassemblés devant le Théâtre municipal.

Après des mois de blocage politique, M. Saïed a annoncé inopinément le 25 juillet le limogeage du Premier ministre, le gel du Parlement et qu'il s'octroyait aussi le pouvoir judiciaire. Il a affirmé agir dans le but de "sauver" d'un "péril imminent" le pays, en proie à une grave crise économique.

Le président a été critiqué par des ONG tunisiennes et internationales et par la puissante centrale syndicale UGTT, co-lauréate du Nobel de la Paix 2015, pour "un accaparement du pouvoir".